Le “métro” martiniquais : une impossible “déethnisation”

L'exemple des sports, des loisirs et de la culture

Jean-François Bruneaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/803>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.803

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 92-104

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Jean-François Bruneaud, « Le “métro” martiniquais : une impossible “déethnisation” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1289 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/803> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.803

Le “métro” martiniquais : une impossible “déethnisation”

L'exemple des sports, des loisirs et de la culture

Par Jean-François Bruneaud,
maître de conférences, université Victor-Segalen Bordeaux-2, LACES
(Laboratoire cultures, éducation, sociétés) EA4140

Durant la grève en Martinique en février 2009, l'affichage de cet appel signé
par des entreprises locales a créé la polémique © D.R.

La société martiniquaise est profondément marquée par l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Si les différences ethniques alimentent de forts clivages sociaux, elles tendent à se fondre dans le creuset de la créolité. De cette identité en fusion semble être exclu le Français métropolitain. Figé dans la figure du “métro” par une origine et des pratiques qui le distinguent, il tend à rester spectateur de bien des temps forts de la vie culturelle insulaire. L'univers des loisirs est parcouru de frontières où les représentations jouent à plein.

Les phénomènes ethniques dans les régions ultra-périphériques françaises sont complexes dans la mesure où ils se fondent sur des logiques sociales et économiques profondément ancrées dans l'histoire de ces territoires. Aux Antilles, et particulièrement à la Martinique, l'arrivée des Français au XVII^e siècle a sonné le glas des Indiens Caraïbes et entamé la colonisation de l'île. Celle-ci, principalement basée sur l'économie de plantation, va, dans des situations souvent dramatiques, engendrer la rencontre inédite de populations initialement arrivées libres pour certaines, et forcées, contraintes et asservies pour d'autres. La réalité contemporaine martiniquaise reste fortement liée à cette histoire coloniale et esclavagiste qui détermine aujourd'hui encore la nature des relations interethniques et les positions de chacun dans la société insulaire. Ainsi, la couleur de peau et le phénotype sont des éléments constitutifs importants du corps dans ce qu'il montre de soi, dans ce qu'il reflète de sa propre histoire comme de celle de l'île en renvoyant à un enchevêtrement de catégories raciales, ethniques et sociales tout autant précises que complexes. Dans le contexte martiniquais, les désignations ethno-raciales se confondent et une même appellation peut désigner une appartenance sociale, raciale ou ethnique. La problématique de la couleur sert également souvent à cacher des inégalités sociales et économiques⁽¹⁾.

Depuis des décennies, des auteurs martiniquais à la notoriété mondiale se sont penchés d'une manière ou d'une autre sur les questions de la couleur et de l'identité. Des concepts majeurs émergent, la négritude de Césaire, Senghor et Damas, l'antillanité et la créolisation de Glissant et, plus près de nous, la créolité de Bernabé, Chamoiseau et Confiant. Cette dernière notion est considérée par ces auteurs comme le ferment de l'antillanité.

C'est à partir de ce concept de créolité, qui postule en quelque sorte la disparition des frontières ethniques entre les communautés constitutives de l'île, que cet article se propose d'analyser le statut du métropolitain martiniquais comme un processus d'(re)ethnisation. Il s'agit en effet, en s'appuyant sur des données issues d'observations ethnographiques et d'entretiens semi-directifs recueillis auprès d'enseignants à la Martinique pendant quatre années consécutives, de montrer que l'ethnisation du "métro" agit dans les divers secteurs de la société insulaire et plus particulièrement dans ceux des sports, des loisirs et de la culture.

Genèse de la Martinique : une histoire sans "métros"

Bien que les métropolitains aient en commun l'appartenance nationale et la citoyenneté avec leurs compatriotes des territoires ultra-périphériques, divers éléments vont permettre de les catégoriser en tant que "métros". Si l'on considère qu'un groupe

ethnique constitue un élément plus ou moins reconnu d'une nation, d'un pays ou d'un territoire, alors les métropolitains installés pour une durée variable à la Martinique peuvent, par un processus d'ethnisation, être désignés de "métros martiniquais". Il devient alors possible de les distinguer des "métros" guadeloupéens, guyanais, réunionnais ou mahorais. Mais être "métro" martiniquais ne signifie pas pour autant être Martiniquais. C'est que l'identité créole martiniquaise se fonde largement sur le partage d'une histoire commune ancrée avant tout dans la période coloniale. Si, sur un plan local, il est difficile de considérer le "métro" contemporain comme un descendant direct de cette histoire, il ne s'agit pas pour autant de le dédouaner de toute implication, car la colonisation et la traite négrière constituent une part de l'héritage national portée par tous. Mais ce premier niveau de reconnaissance ne peut pas être confondu avec celui, plus localisé, du développement de la colonie et de la construction de l'île par l'histoire de son peuplement.

Du point de vue européen, cette dernière débute avec la rencontre des autochtones, Indiens Caraïbes, lors de la découverte de l'île en 1502 par Christophe Colomb. Plus tard, le 15 septembre 1635, Pierre Belain d'Esnameuc plante le drapeau français sur le sol martiniquais. C'est le début de la colonisation de l'île et de son corollaire, la traite négrière. Apparaît alors une situation inédite qui engendrera des formes de contacts basées sur un système relationnel entre un groupe d'individus détenteur de tous les pouvoirs et une population asservie et assujettie, initialement transplantée sous la contrainte et la violence. C'est à partir de cette logique fondée sur la suprématie d'un groupe qui ira jusqu'à nier l'humanité de l'autre, que des contacts vont s'établir et persister tout au long de la période esclavagiste. Les conséquences de cette douloureuse histoire marquent fortement l'espace social, économique et culturel martiniquais. Après l'abolition de l'esclavage en 1848, ces relations se poursuivent tout en se complexifiant avec les vagues d'engagements post-abolitionnistes qui, de 1852 à 1884, firent venir sous contrat des milliers d'Indiens essentiellement originaires de Calcutta et de Pondichéry. Puis, à la fin du XIX^e siècle, arrivent environ un millier de Chinois suivis de Libanais, de Palestiniens et de Syriens.

Ethnicité vs créolité

Aujourd'hui encore, la logique basée sur le maintien de frontières ethniques s'inscrit dans la continuité historique. D'abord parce qu'elle constitue l'un des éléments qui travaille comme un marqueur identitaire, ensuite parce qu'elle intervient de manière suffisamment importante dans les interactions sociales pour permettre l'affirmation des identités ethniques. Toutefois, le courant créoliste tend à montrer que la

créolisation de ces territoires amenuise, voire annule ces identités en permettant l'apparition d'un être créole : *“Ni Européens, ni Africains, ni Asiatiques, nous nous proclamons Créoles⁽²⁾”*, déclarent Bernabé, Chamoiseau et Confiant. Ce phénomène est analysé par Confiant comme *“une nouvelle identité, dite ‘créole’, [...] qui ignore l'appartenance ethnique et privilégie l'expérience historique commune ainsi que la langue et la culture⁽³⁾”*. La créolité permettrait ainsi de déracialiser et de désethniciser les rapports sociaux des Antillais.

Mais le poids de l'histoire semble compromettre le bon déroulement de ce processus de créolisation ainsi que le rappelle Confiant en stipulant : *“C'est cette évolution inexorable vers la déracialisation des rapports sociaux que s'efforce de prendre en charge, non sans difficultés tant les pesanteurs historiques sont fortes, le discours de la créolité⁽⁴⁾”*. Ces “pesanteurs historiques” agissantes soulignées par Confiant confirment le constat que la réalité sociale martiniquaise contemporaine fonctionne encore largement sur des clivages ethniques. Ceux-là sont plutôt fondés sur des logiques sociales de classements agencés en fonction de critères sociaux et raciaux fortement ancrés dans l'histoire coloniale de l'île et dont les conséquences se retrouvent jusqu'au plan économique. Les longues grèves de février 2009, sous l'égide du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) en Guadeloupe et du Collectif du 5 février en Martinique, s'expliquent en partie par des inégalités économiques et sociales fondées sur des logiques de domination raciale et ethnique. Schématiquement, l'économie serait sous le contrôle des békés et l'administration sous celui des (hauts) fonctionnaires blancs métropolitains. Les points de fracture s'appuient alors essentiellement sur des frontières socio-historiques délimitant plusieurs groupes ethniques. Trois d'entre eux semblent historiquement primordiaux : les Nègres, les mulâtres et les békés. Les autres s'inscrivent dans la continuité. Plusieurs travaux les décrivent et analysent leurs modes de fonctionnement au sein du réseau social et économique complexe de la Martinique⁽⁵⁾.

Une diversité ethnique placardée

Au quotidien, la différence, qu'elle soit sociale, ethnique ou raciale, tend à s'inviter plus ou moins consciemment et explicitement dans les interactions. Ici un rappel de la “mulâtrité”, là de la couleur de peau ou encore de l'origine. Suivant le contexte et la configuration des acteurs en jeu, ces évocations de la différence s'inscrivent dans un registre d'échanges apaisés ou conflictuels. Pour montrer la présence toujours actuelle de ces phénomènes, nous ferons référence à une affiche qui, si elle peut paraître quelque peu caricaturale, n'en traduit pas moins la réalité d'un mode de catégorisation sociale basé sur des critères de couleur, d'appartenance ethnique et de classe.

Lors des longues grèves martiniquaises de février 2009, une affiche portant la signature d'entreprises locales fut placardée sur une soixantaine de panneaux de l'île et créa la polémique. Un communiqué de presse accompagnant l'opération explique que la grève a suffisamment duré, que le pays est paralysé, les emplois menacés, et qu'il est temps que tous les Martiniquais s'unissent dans leurs entreprises pour qu'elles puissent vivre. Un slogan au bas de l'affiche indique : "*L'entreprise, sé tjé péyi-a*" (l'entreprise, c'est le cœur du pays, ce qui le fait vivre). Les militants du Collectif du 5 février dénoncent alors "une mascarade des békés", à laquelle ils riposteront par la formule : "*Respé pou neg, bétjé vole*" (du respect pour les Nègres, les békés sont des voleurs).

Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement, c'est le texte principal de l'affiche, dont l'analyse lexicale permet d'identifier sept catégories de population distinctes : *Nègres, métis, békés, Indiens, "métros", Chinois et Syro-Libanais*.

Si l'on écarte la nature politique et idéologique du message, cette affiche permet de montrer que la Martinique n'a pas encore atteint le stade de la désethnicisation et de la déracialisation propre au projet créoliste. Au contraire, ces frontières persistent, au point que les critiques adressées par les divers acteurs sociaux et politiques à l'encontre de l'affiche ne portaient pas sur la nature de la taxinomie ethno-raciale présentée. Cette évocation ethnicisée du tissu social martiniquais pourrait être attribuée aux seuls békés qui y trouveraient, pour des raisons stratégiques et idéologiques, quelques avantages. Pourtant, à l'opposé, Cabort Masson, connu pour ses positions nationalistes et indépendantistes, utilise une classification quasi identique des groupes, dans laquelle ne figurent pas les métropolitains et les métis⁽⁶⁾. À l'exception des Nègres qu'il désigne sous le terme d'Africains, des Indiens sous celui d'Hindous et des békés de Français, on retrouve grosso modo la même taxinomie⁽⁷⁾. Cela montre l'existence d'un mode de catégorisation ethnico-socio-racial usuellement employé à la Martinique qui transcende les appartenances politiques, idéologiques, ethniques et sociales en se superposant aux représentations du sens commun tout en les consolidant et en les validant.

Entre désethnicisation endogène et réethnicisation exogène

Cette classification est établie à partir de plusieurs critères qui peuvent faire intervenir la couleur, l'appartenance ethnique ou le statut social. Et c'est bien là toute la complexité des modes de divisions sociales des territoires issus des sociétés d'habitation esclavagistes. Le sens commun métropolitain se heurte alors au sens commun martiniquais, dans la mesure où la correspondance entre signifiant et signifié peut

varier suivant le contexte. Autrement dit, le Nègre n'est plus obligatoirement noir et, si le "métro" est blanc, tout Blanc n'est pas "métro".

Les catégories raciales (au sens de la construction sociale de la race) ou ethniques se définissent à partir d'un certain nombre de marqueurs différenciateurs symboliques (visibles ou prétendus) plus ou moins valides. Pour la "race", il s'agit essentiellement de traits phénotypiques tels que la couleur de la peau, la forme du visage et du corps, la texture des cheveux, etc. Sur le plan ethnique, il est question pour Barth⁽⁸⁾ de critères, d'indicateurs d'une origine commune, réelle ou supposée. Ceux-là, en contexte d'immigration, d'esclavage ou de colonisation, vont permettre l'élaboration de frontières plus ou moins poreuses et labiles entre les groupes d'une société. Pour cela, seront sélectionnés des éléments en lien avec la culture, la religion, la langue et, ici aussi, le phénotype. Tous ces critères seront bien évidemment choisis par les individus de manière subjective et opérationnalisés en fonction du contexte singulier et des représentations individuelles et collectives.

L'identité martiniquaise créolisée va essentiellement se construire en sélectionnant des éléments sur la base de critères ethniques dans la mesure où, sur le plan phénotypique, elle va plutôt engendrer des phénomènes de déracialisation. Autrement dit, la couleur n'est pas une condition nécessaire à l'appartenance martiniquaise.

Noirs, Blancs, métis ou autres y sont conviés à une exigence près : celle de l'origine commune fondée sur un territoire insulaire et une expérience historique partagée. Expérience de la société d'habitation qui, faisant office de mortier, a pulvérisé à grands coups de pilon les cultures en présence jusqu'à les anéantir et à en engendrer une nouvelle. Cette référence à une origine commune qui s'enracine dans l'histoire du développement de la colonie et de son corollaire, la société d'habitation, dessine les contours d'une créolité martiniquaise englobant pour l'époque esclavagiste les esclaves africains et les Européens (colons et engagés), puis, pour la période post-esclavagiste, les Chinois, les Indiens et les Syro-Libanais. Tous, par la résidence, le travail ou les relations commerciales, étaient, d'une manière ou d'une autre, en contact.

C'est bien autour de cette histoire partagée au sein d'un même territoire que va se cristalliser le sentiment d'une origine commune martiniquaise qui fonde un groupe auquel les "métros" ne peuvent pas appartenir. Dès lors, on peut considérer qu'il existe deux niveaux d'analyse. Un premier niveau, endogène, est caractérisé par la désethnicisation de la population martiniquaise sous l'impulsion de la créolité : les

C'est bien autour de cette histoire partagée au sein d'un même territoire que va se cristalliser le sentiment d'une origine commune martiniquaise qui fonde un groupe auquel les "métros" ne peuvent pas appartenir.

frontières ethniques internes s'amenuisent dans la mesure où l'identité martiniquaise ne se fonde plus sur une origine prémigratoire mais sur l'origine commune liée à l'histoire de l'île. Il y a donc, en théorie, disparition des groupes liés à la couleur et aux origines au profit d'un unique groupe créole martiniquais relativement homogène. Un second niveau, exogène, est caractérisé par un mouvement de réethnisation dû au contact avec l'Autre, en l'occurrence le "métro".

Par conséquent, avec l'aboutissement de la créolité, l'ethnicité martiniquaise ne disparaîtrait pas mais opérerait une mutation en traçant une frontière entre deux groupes : les Martiniquais et les "métros". Bien sûr, d'autres groupes peuvent apparaître, notamment ceux issus de l'immigration haïtienne, dominicaine et saint-lucienne.

Les déterminants des frontières ethniques

Comme nous l'avons précédemment indiqué, les "métros" n'ont pas directement partagé la longue période qui débute avec la colonisation de l'île au XVII^e siècle. Cette absence historique les prive des attributs essentiels qui participent de l'identité martiniquaise. En effet, la figure du "métro" martiniquais contemporain semble se dessiner avec la départementalisation le 19 mars 1946⁽⁹⁾. Cette date marque le passage du statut de colonie à celui de département français pour les territoires de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion. Avant 1946, si les métropolitains n'étaient pas inexistantes sur le territoire, ils se limitaient essentiellement à quelques fonctionnaires.

La départementalisation, avec le développement de nouvelles administrations, entraîne l'arrivée massive de fonctionnaires d'État venus de la métropole française. C'est cette massification fonctionnariale qui semble produire la figure fondatrice de l'ancêtre du "métro" contemporain, véritable matrice qui marque jusqu'à aujourd'hui encore les représentations. Ces dernières vont notamment s'élaborer sur des différences structurelles de traitements entre fonctionnaires métros et locaux. Un exemple suffit à illustrer ce phénomène. En 1948, le gouvernement français prend des mesures qui accentuent les discriminations entre fonctionnaires martiniquais et métropolitains exerçant dans les départements d'outre-mer (DOM)⁽¹⁰⁾ en attribuant à ces derniers des indemnités de recrutement et d'installation correspondant à un surplus de salaire d'environ 60 % par rapport au fonctionnaire originaire des DOM. Après une grève de 33 jours, les fonctionnaires domiens obtinrent une première victoire avec la loi du 3 avril 1950 qui réduisit les écarts avec leurs collègues métropolitains. La plupart de

ces primes ont aujourd'hui disparu, il reste celle dite de "vie chère", dont bénéficient la plupart des fonctionnaires, "métros" ou non, exerçant dans les DOM et qui correspond pour la Martinique et la Guadeloupe à un surplus de 40 % du salaire de base. Mais la suppression de certaines d'entre elles est récente (prime d'installation) et cela marque encore fortement les représentations du "métro" chez les Martiniquais, souvent perçu comme un "chasseur de primes" doté d'un statut d'expatrié et occupant des postes clés et valorisés.

Avec la départementalisation, Kovàts Beaudoux constate que la dépréciation de l'image du métropolitain entraîne paradoxalement et de manière circonstancielle un rapprochement entre les Blancs créoles et les Noirs⁽¹¹⁾. Pour les créoles, les "métros" font office d'étrangers. L'histoire et les racines insulaires communes qu'ils partagent avec les Noirs accentuent la distance face aux métropolitains avec lesquels ils estiment n'avoir rien en commun. Quant aux Noirs, le contact quotidien avec des "métros" de plus en plus nombreux engendre une dégradation des représentations à leur égard. Autrement nommé "zorey", le "métro" est désormais vu comme un oppresseur dont l'autorité ne se fonde en rien sur des éléments d'appartenance martiniquaise. Pour lui, le métropolitain "*s'est révélé un Blanc hostile et méprisant*"⁽¹²⁾.

L'immigration endogène des "métros"

L'esclavage, l'annexion, la colonisation ou l'immigration sont des situations propices au développement des phénomènes ethniques, dans la mesure où elles permettent la mise en contact des populations⁽¹³⁾. Ainsi trouve-t-on, avec l'immigration, un élément supplémentaire participant à l'élaboration de l'ethnicité métropolitaine. Il y a là une situation originale dans la mesure où, malgré la citoyenneté partagée, le "métro" détient des caractéristiques qui le rapprochent fortement du statut d'immigré. L'éloignement, le déracinement, les différences culturelles, la situation de diglossie, la mise en minorité numérique sont autant d'éléments qui agrémentent cette proposition. Seule l'absence du critère de la nationalité étrangère empêche de la valider pleinement. C'est que le "métro", citoyen français, migre à l'intérieur d'une même nation. On peut donc parler d'immigration endogène, dont la principale caractéristique repose sur le déplacement – dans un sens comme dans l'autre – de populations constitutives de la même nation dans des territoires géographiquement éloignés et significativement différenciés sur le plan culturel. Cette immigration endogène s'inscrit dans une logique parfois contradictoire, parfois complémentaire, de ressemblance-dissemblance, qui engendre pour le "métro" un processus d'ethnisation. Notons que ces phénomènes d'ethnisation fonctionnent dans les deux sens. Lorsque les Martiniquais s'installent dans l'Hexagone, ils deviennent des Antillais, catégorisation ethnique qui englobe

indifféremment Martiniquais et Guadeloupéens, parfois même les Guyanais. Ceux d'entre eux qui reviennent s'installer dans l'île appartiennent alors à la catégorie des négropolitains. Il s'agit là d'une désignation qui oscille entre imputation exogène et endogène. Soit parce que ces individus portent en eux les stigmates hexagonaux et sont ainsi désignés par les Martiniquais, soit parce qu'ils se différencient volontairement et partiellement de la culture locale.

La couleur de peau

Autre élément intervenant dans la construction des frontières, la couleur de peau. Il s'agit là d'un sujet sensible qui émerge régulièrement au cours des interactions de manière plus ou moins conflictuelle. Ici encore, l'histoire pèse lourdement et la problématique de la couleur appelle la question du racisme. Le "métro" l'érige presque en tabou tant il sait le sujet sensible et encore tellement lié à la question de l'esclavage et de la colonisation. Il découvre la précision des termes qui permettent de décliner les individus selon leur teinte, du plus foncé au plus clair, déclinaison qui se superpose couramment à une échelle de valeurs allant du moins au plus socialement valorisé. Ce phénomène participe de la prise de conscience de son ethnicisation et il découvre qu'il ne peut s'emparer que d'une partie seulement du lexique de cette typologie. Par exemple, il s'interdit, parce qu'il ne s'y sent pas autorisé, l'emploi de termes tels que "Nègre" ou "Négresse" pourtant utilisés sans complexes par la plupart des Martiniquais. Mais, venant de lui, l'usage de ces vocables se ferait au risque d'une interprétation en termes provocateurs et racistes.

Le poids des marqueurs culturels

La couleur de peau constitue une condition nécessaire mais pas suffisante dans le repérage du "métro". Nécessaire, car tout "métro" est blanc. Insuffisante, car tout Blanc n'est pas "métro" mais peut s'avérer être béké ou étranger. C'est à partir de marqueurs différenciateurs basés sur des traits culturels que les "métros" seront distingués des autres Blancs. Bien sûr, ces marqueurs sont parfois trop imprécis pour permettre un repérage exact. Mais il en va ainsi de l'ethnicité dont la dimension supposée de l'origine commune peut conduire à des catégorisations erronées. Plusieurs Martiniquais à la peau claire relatent comment ils ont été confondus avec des Maghrébins dans l'Hexagone et des Maghrébins pour des Antillais à la Martinique. Toujours est-il que ces traits culturels apportent des éléments manquants pour compléter la nécessaire condition de la couleur pour le repérage du "métro". Ils reflètent une manière de vivre et agissent dans divers secteurs de la vie sociale : professionnel, loisirs, éducatifs, etc.

On les trouve dans ce que Juteau définit comme la face interne de la frontière ethnique, celle qui est acquise par la socialisation familiale primaire qui inscrit les individus dans la culture singulière de la communauté⁽¹⁴⁾. La face externe qui, elle, se construit dans le rapport à l'Autre permet, lors de la mise en contact des divers groupes, de révéler l'ethnicité jusque-là latente en transformant la culture de la face interne en ethnicité. Autrement dit, en s'installant dans l'île, des dispositions et des éléments de culture acquis par le Français hexagonal durant sa socialisation se transforment en indices opératoires qui vont permettre l'émergence et la persistance de son identité ethnique de "métro".

Ethnicisation des pratiques sportives, culturelles et de loisirs

La combinaison de ces éléments historiques, migratoires, phénotypiques et culturels auxquels on pourrait ajouter la position sociale, économique et professionnelle érige les Français métropolitains en "métros". Ces derniers, ayant pour origine commune la France hexagonale, sont notamment caractérisés par leur statut de "passants" dans la mesure où une grande partie d'entre eux ne s'installe pas définitivement à la Martinique et n'y reste que quelques années. Le fait que l'image du "métro" soit historiquement liée à celle du fonctionnaire d'État français, qui, suivant le corps d'appartenance, peut être muté pour une durée déterminée, participe de cette représentation du "passant" qui induit une impossible appartenance du "métro" à la créolité martiniquaise.

Les phénomènes ethniques agissent, de manière plus ou moins visible, dans les divers secteurs de la vie sociale. L'ethnicité, en établissant des frontières entre les différentes composantes d'une société, n'empêche nullement la rencontre de celles-ci mais en délimite des espaces réservés, distribue des places, des rôles et des prérogatives en fonction des appartenances. Il en est ainsi dans les domaines économiques, politiques et professionnels, mais aussi dans l'éducation, le sport et les loisirs.

Les activités sportives ou culturelles à forte connotation identitaire s'inscrivent dans cette logique qui tend à imputer des places et des rôles précis aux divers groupes en confortant la dichotomie "eux-nous" caractéristique des relations interethniques. Cela se retrouve dans les compétitions de gommiers ou de yoles rondes qui, dans un double mouvement, unissent et séparent les populations en fonction de leur appartenance ethnique. Ces courses de bateaux traditionnels réunissent des Martiniquais pour le financement, la préparation et la maintenance de l'embarcation, l'entraînement de l'équipage et les courses. Certes, la division des tâches à l'intérieur des clubs de yoles

est structurée en fonction de critères socio-ethniques ancrés dans l'histoire martiniquaise. Maguy Moravie décrit à ce propos une pratique fortement ethnicisée, mais elle montre aussi qu'elle permet dans le même temps de proclamer une martiniquité et de construire une "créolité maritime"⁽¹⁵⁾. Cette créolisation de la yole rend sa pratique quasi inaccessible aux "métros" qui suivent avec intérêt la compétition en occupant plutôt des places de spectateurs à bord d'embarcations maritimes. Cette activité tend à illustrer ce phénomène de désethnicisation-réethnicisation précédemment exposé. En effet, elle se construit en puisant des éléments culturels dans l'histoire même de l'île, permettant ainsi de réunir les différentes populations autour de l'idée d'une communauté d'origine. Communauté, nous l'avons vu, à laquelle les "métros" ne peuvent pas appartenir. Ce mécanisme est également valable pour d'autres activités auxquelles la même analyse peut être appliquée. C'est le cas pour une véritable institution qui se déroule chaque année du samedi gras au mercredi des Cendres, le carnaval. Bien que beaucoup de "métros" participent largement aux *vidés* (rassemblements-défilés dans les rues) ouverts à tous, leur participation en tant que membres de groupes carnavalesques reste exceptionnelle.

Cette distribution ethnique des places et des rôles reflète en quelque sorte l'impossibilité des "métros" à entrer dans la créolité martiniquaise. Car, même si tous les Martiniquais ne participent pas à l'organisation ou au déroulement de ces manifestations, ils disposent d'un "droit d'accès" du fait de leur appartenance à la communauté créole martiniquaise. À quelques exceptions près, cela n'est pas le cas des "métros" qui, du fait des frontières ethniques, ne peuvent pas accéder à ces domaines. De telles pratiques participent à la fois à la réduction des frontières ethniques internes par la construction d'une créolité martiniquaise et au renforcement d'une ethnicité entre Martiniquais et "métros".

Des pratiques balnéaires différenciées

Dans un autre domaine, Michel Desse montre comment les pratiques et les utilisations de la plage reflètent une fracture sociale et ethnique. Tout en étant présents sur certaines plages de l'île, "*touristes, métropolitains et Antillais des classes moyennes ou appartenant à la bourgeoisie se côtoient et se croisent mais ne pratiquent pas forcément la même plage*"⁽¹⁶⁾. Ses observations montrent que, malgré une tendance à l'uniformisation des pratiques balnéaires due à la mondialisation, elles restent fortement ethnicisées. Plage loisirs pour les "métros" qui y trouvent en partie la réponse à leur "désir d'île" paradisiaque. Lieu de convivialité pour les Martiniquais qui s'y retrouvent en famille

élargie et entre amis pour le week-end ou pour célébrer traditionnellement le lundi de Pâques. Mais aussi bains de mer à vocation thérapeutique pour entretenir et soigner son corps.

Par une opération de comptage, nous avons de notre côté pu constater une répartition ethniciée dans la fréquentation des plages. Les “métros” sont toujours plus nombreux sur les sites de type “carte postale” à l’image des photos présentées dans les annonces touristiques, alors que l’on retrouve plus de Martiniquais sur des plages moins stéréotypées.

En bord de mer, le rapport au corps est également traversé par des logiques ethniques. La manière de présenter son corps en l’exhibant ou en le dissimulant à des degrés divers a tendance à traduire une appartenance ethnique. Ainsi, lorsque nous demandons aux Martiniquais si des indices leur permettent d’identifier les “métros” sur la plage, la plupart citent la pratique du monokini par les femmes. En effet, la couleur de peau, nous l’avons vu précédemment, constitue un élément nécessaire au repérage ethnique mais pas suffisant en lui-même. La blancheur ne permet pas de distinguer un étranger d’un “métro”. Il s’avère que la pratique du monokini représente un trait culturel principalement attribué aux Françaises métropolitaines blanches, les Européennes ou les Américaines n’en faisant que rarement usage. Quelques indices permettront de différencier, à l’intérieur du groupe des Français, les “métros” des touristes. On trouvera, parmi ceux-là, le degré de bronzage ou le matériel de plage plus intense chez les “métros” qui, résidant dans l’île, se déplacent avec parasol, glacière, jeux formant un équipement plus volumineux que celui d’un touriste.

Au contraire, les femmes martiniquaises se baignent plutôt avec un maillot de bain une ou deux pièces. Lorsqu’elles sont sur la plage en dehors de l’eau, elles ont tendance à nouer un paréo autour de leur taille. Cette pratique, qui permet de distinguer les Antillaises, amène certains “métros” à penser que ces dernières “n’assument pas leur corps”. Ce jugement conforte les Martiniquais dans leur sentiment d’avoir souvent affaire à des “métros” un peu arrogants, se pensant porteurs de la culture universelle.

Conclusion

La théorie créoliste qui postule la déracialisation et la disparition des frontières ethniques entre les Martiniquais semble, dans l’état actuel des choses, participer d’une désethnicisation partielle à travers la créolisation de quelques éléments essentiellement puisés dans le domaine de la culture. Toutefois, cette dynamique se traduit par une reconfiguration ethnique de la société : là où des frontières s’amenuisent, d’autres se renforcent. Ce double mouvement se développe en puisant dans l’histoire de l’île qui

à la fois constitue le ciment de l'origine commune martiniquaise et participe à la définition des frontières entre Martiniquais et "métros". Cette logique ethnique agit dans tous les secteurs de la société insulaire et notamment dans celui du sport et des loisirs où Martiniquais et "métros" se croisent et se côtoient. Mais participer ensemble à un même événement ne signifie pas y contribuer de manière identique. C'est que, loin s'en faut, les frontières ethniques ne sont pas forcément synonymes de conflits et de rejet : elles n'empêchent en rien les rencontres et les pratiques apaisées d'activités en commun. Toutefois, elles délimitent les contours symboliques et réels des pouvoirs, des territoires, des pratiques et des conduites en fonction des appartenances, et en distribuent les accès. À la Martinique, peut-être plus qu'ailleurs, le poids douloureux de l'histoire du peuplement et du développement de l'île agit, aujourd'hui encore et peut-être plus que jamais, sur les processus de construction identitaire et les frontières ethniques. ■

Notes

1. Smeralda-Amon Juliette, *La Racisation des relations intergroupes ou la Problématique de la couleur. Le cas de la Martinique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
2. Bernabé Jean, Chamoiseau Patrick, Confiant Raphaël, *Éloge de la créolité*, Paris, Gallimard, 1989, p. 13.
3. Confiant Raphaël, "La créolité comme dépassement de l'ethnicité en Martinique et en Guadeloupe", in "Le bloc-notes de Raphaël Confiant, 6 février 2007", p. 1. En ligne <http://www.montraykreyl.org/spip.php?article51>. Consulté le 19 mars 2010.
4. *Ibid.*, p. 6.
5. Giraud Michel, *Races et classes à la Martinique. Les relations sociales entre enfants de différentes couleurs à l'école*, Paris, Éditions Anthropos, 1979 ; Kovàts Beaudoux Édith, *Les Blancs créoles de la Martinique, une minorité dominante*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Smeralda-Amon Juliette, *op. cit.*
6. Cabort Masson Gilbert, *Martinique, comportements & mentalités. Créolisation, assimilation, nationalisme*, Paris, Éditions VDP, 2003.
7. *Ibid.*, pp. 74-77.
8. Barth Fredrik, *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Bergen/Oslo, Universitetsforlaget, London, George Allen & Unwin, 1969.
9. Kovàts Beaudoux Édith, *op. cit.*, p. 10.
10. Nicolas Armand, *Histoire de la Martinique. De 1939 à 1971*, t. 3, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 150.
11. Kovàts Beaudoux Édith, *op. cit.*, p. 153.
12. *Ibid.*
13. Juteau Danielle, *L'Ethnicité et ses Frontières*, Montréal, Les Presses de l'Université, 1999 ; Poutignat Philippe, Streiff-Fenart Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995.
14. *Ibid.*, p. 153.
15. Moravie Maguy, "La yole ronde, entre ethnicité et autochtonie. Une tentative anthropologique de dépassement de l'Histoire", in *Hommes & Migrations*, n°1289, janvier-février 2011.
16. Desse Michel, "La plage : reflet des fractures sociales et ethniques aux Antilles", in *Études caribéennes*, 4/2006, p. 2, mis en ligne le 15 avril 2008. URL : <http://etudescaribeenues.revues.org/document693.html>. Consulté le 4 mai 2010.